

*République Démocratique du Congo*



**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**  
CABINET DU CHEF DE L'ETAT  
DIRECTION DE LA COMMUNICATION

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO,  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
À LA SOIXANTE QUATORZIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DES NATIONS UNIES**

New York, Jeudi 26 septembre 2019

presidence.cd



---

## **Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,**

En m'adressant à cette auguste assemblée, je voudrais, avant de poursuivre mon propos, Vous féliciter, Monsieur l'Ambassadeur TIJJANI MUHAMMAD BANDE, pour Votre brillante élection en qualité de président de la 74<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Mes félicitations s'étendent aux membres de Votre Bureau, et je tiens à formuler, pour l'ensemble de votre équipe, mes vœux de succès dans l'accomplissement de cette exaltante mission.

Je voudrais aussi rendre un hommage appuyé à Monsieur Antonio GUTERRES, Secrétaire Général des Nations Unies, pour ses efforts inlassables en vue de raffermir notre Organisation et renforcer son rôle dans la recherche de solutions aux problèmes qui menacent la paix, la sécurité et la prospérité dans le monde.

### **Monsieur le Président ;**

Le thème de la présente Session, à savoir : Dynamiser les efforts multilatéraux pour l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'action contre le changement climatique et l'inclusion, arrive à point nommé en ce moment particulièrement difficile pour le multilatéralisme, alors que l'humanité toute entière est engagée dans un élan sans précédent, dans le cadre de l'Agenda du développement à l'horizon 2030. Cet agenda prévoit la réalisation des Objectifs du développement durable, la mise en œuvre du Programme d'Action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et l'atteinte des objectifs fixés dans l'Accord de Paris sur le Climat.

Les inégalités et le sentiment d'exclusion, sont à l'origine des principales menaces sur la paix, la stabilité et le développement harmonieux.

Ils alimentent les flux migratoires incontrôlés de peuples entiers à la recherche d'un meilleur avenir.

Aussi bien dans les pays du Nord que dans ceux du Sud, ils accentuent les réflexes xénophobes, la montée en force des populismes, ainsi que la radicalisation des laissés pour comptes. Les événements tragiques en Afrique du Sud en sont la pire illustration.



Ces mouvements de frustrations populaires qui dans certaines régions vont jusqu'à nourrir le terrorisme, prennent en otage le débat politique et nous empêchent d'apporter des réponses concertées aux problèmes qui nous affectent tous.

**Monsieur le Président,**

J'affirme du haut de cette Assemblée qu'aucun pays dans le monde, ne peut à lui tout seul faire face à ces défis. L'unité, la solidarité, la tolérance et la coopération internationale, sont des valeurs essentielles, reflétées par nos pères fondateurs dans la Charte de notre Organisation universelle.

Plus que jamais, le développement économique et social et l'épanouissement des peuples de la planète sont des droits fondamentaux et inaliénables. En tant que dirigeants, nous sommes porteurs de l'obligation d'œuvrer sans ménagement à garantir ces droits.

Depuis des décennies, notre Organisation commune s'efforce de s'adapter aux nouvelles réalités de ce monde en constante mutation.

Afin d'être plus apte à relever durablement les défis du développement dans un monde globalisé, nous préconisons une réforme globale du Système des Nations Unies, notamment du Conseil de Sécurité et des agences du système des Nations Unies. Le processus de réforme du Conseil de Sécurité doit être mené à son terme et prendre en compte la position commune africaine énoncée dans le Consensus d'EZULWINI et dans la Déclaration de SYRTE.

Il n'est pas juste en effet que l'Afrique demeure la seule région du monde sans représentation permanente au sein du Conseil de Sécurité, alors que l'essentiel des enjeux démographiques, sociaux et environnementaux de la planète sont intrinsèquement liés à notre continent. Nous voulons une configuration du Conseil de Sécurité juste et équitable, plus représentative des peuples du monde dans leur diversité et comptable de ses actes.



**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

Malgré les engagements au plus haut niveau que nous avons pris pour créer le monde que nous voulons à l'horizon 2030, près d'un milliard de personnes vivent encore dans la faim, la malnutrition et l'extrême pauvreté, tandis que 118 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté seront exposées à la sécheresse, aux inondations et à la chaleur en Afrique d'ici à 2030.

Nous ne pouvons accepter la simple hypothèse d'un éventuel échec des engagements mondiaux à l'horizon 2030, surtout après le résultat très mitigé, en Afrique tout particulièrement, de la campagne des Objectifs du millénaire pour le développement.

L'éradication de la pauvreté et de la faim relève aujourd'hui de l'urgence ! La République Démocratique du Congo peut faire partie de la solution, avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et ses eaux abondantes, capables de nourrir plus de 2 milliards d'individus.

Le défi de l'accès à une éducation de qualité pour tous, second sujet du thème de la présente Session, nous interpelle tout particulièrement car l'expérience du développement des décennies post indépendances a renforcé notre conviction qu'il n'est de richesse que d'hommes.

C'est pourquoi, depuis 2011 déjà, nous avons fait nôtre l'idée-force de l'Agenda 2030 de NE LAISSER PERSONNE POUR COMPTE ( LEAVE NO ONE BEHIND), à travers notre engagement bien connu de mes compatriotes intitulé: LE PEUPLE D'ABORD !

Aussi, les grandes priorités sociales de mon mandat sont définies comme suit:

Premièrement, rendre effective la gratuité de l'éducation primaire dans l'enseignement public tel que l'exige la constitution de mon pays. Cet engagement est effectif depuis le début de ce mois sur toute l'étendue du territoire. Il portera, en une année, la part des dépenses d'éducation de 8 % à près de 20 % du budget de l'Etat, soit un niveau proche des standards recommandés par l'UNESCO.



Deuxièmement, promouvoir une meilleure adéquation entre l'enseignement et l'emploi, à travers une stratégie de formation technique et professionnelle ambitieuse, conçue et mise en œuvre en partenariat avec le secteur privé.

Troisièmement, faire progresser le chantier de la couverture santé universelle. Nous espérons ainsi qu'à la fin de l'année prochaine, plus de 8 millions de Congolais supplémentaires auront accès à un système efficace de couverture maladie.

D'autre part, la République Démocratique du Congo vient de circonscrire son Plan national du numérique dont la mise en œuvre impactera l'ensemble des secteurs de la vie nationale. En outre, la numérisation de l'économie permettra au pays d'enregistrer des progrès rapides dans la lutte contre la corruption et divers crimes économiques.

### **Monsieur le Président,**

Nos démocraties étant devenues particulièrement exigeantes et impatientes, il nous faut trouver des moyens de mise en œuvre de nos ambitions qui sortent des sentiers battus.

Aussi ai-je initié un vaste programme d'urgence de développement communautaire, qui servira de levier pour accélérer la résorption des inégalités socioéconomiques et spatiales au sein des villes et territoires. Il s'agira d'un programme spécial, multisectoriel et intégré, que je piloterai personnellement, en vue de rattraper tant soit peu le retard du pays dans sa marche vers la réalisation des Objectifs mondiaux de développement.

Ce programme bénéficiera de l'appui stratégique et financier de l'ensemble des partenaires et de l'accompagnement du Programme des Nations Unies pour le développement. Il vise à accroître l'accès des populations aux services sociaux de base, notamment à travers la promotion des micro-centrales hydroélectriques rurales, dont plus de 700 sites sont déjà identifiés. Le programme vise également le développement du capital humain, ainsi que le renforcement de la connectivité des territoires à travers les pistes rurales.



## **Monsieur le Président,**

Le développement socioéconomique de l'humanité à l'horizon 2030 sera durable ou ne sera pas. A cet égard, notre sort à tous, riches ou pauvres, est plus que jamais lié. Par ses ressources naturelles et sa vitalité démographique, l'Afrique est devenue le pivot de cette durabilité.

Dans cette Afrique, la nature a fait de mon pays le dépositaire de 47 % des forêts du continent, lui conférant une responsabilité majeure face aux enjeux de survie de notre planète.

J'ai déjà eu à le rappeler à plusieurs reprises ; il est impérieux et urgent de mettre à la disposition de notre continent de nouvelles sources d'énergies et de nouveaux modes de productions compatibles avec la préservation de l'environnement et l'affirmation de notre droit inaliénable au développement.

Nous sommes résolument engagés dans la protection de nos forêts. Cependant, la préservation de notre patrimoine naturel ne peut se faire au détriment de notre développement.

Il est incompréhensible que les forêts du bassin du Congo, qui sont les mieux conservées au monde, ne captent que 1 % des financements disponibles. Il est impératif que toute l'architecture financière internationale, en ce compris le Fonds Monétaire international dans son rôle catalytique en matière de financement du développement, intègre davantage la donne environnementale dans son analyse des critères et défis macroéconomiques, liés à ses interventions dans les différents pays.

En ce qui nous concerne, conscients du rôle majeur de la RDC à cet égard, notre Gouvernement a relancé le dialogue avec ses principaux partenaires sur les questions environnementales, notamment ceux réunis dans le cadre de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale. Répondant à l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, notre Gouvernement s'est engagé, par ma personne, à accroître le niveau de ses engagements au titre de sa Contribution Déterminée Nationale et à maintenir une collaboration étroite entre pays de la sous-région, afin de parler d'une seule voix pour toutes les grandes questions en rapport avec la protection des forêts.



Mon Gouvernement a fait de la production d'énergie propre et renouvelable, la première de ses priorités économiques pour le quinquennat.

Nous pouvons, moyennant des investissements agressifs et une politique attractive de protection de ces investissements, passer de moins de 10% d'électrification actuellement à 60% dans les 10 prochaines années, faisant reculer très significativement la consommation du bois de chauffe. Aussi, dans le cadre de la réalisation de notre mix énergétique, pour renforcer la lutte contre la déforestation, mon gouvernement encourage le développement de l'utilisation du gaz domestique dans les zones urbaines, péri urbaines et rurales.

A terme, nous voulons être l'endroit de la planète où le kilowatt heure électrique sera le moins cher, grâce à l'exploitation de notre capacité de plus de 100 000 mégawatts en hydroélectricité.

Nous sommes disposés à encadrer davantage l'exploitation forestière et à étendre les réserves et parcs de protection naturels afin d'augmenter notre biomasse et protéger notre biodiversité. En revanche, cela ne peut s'entendre qu'avec, en contrepartie, la mise en œuvre effective d'une stratégie d'industrialisation écoresponsable, concentrée autour des centres de production et de consommation, et génératrice d'emplois pour notre jeunesse.

Notre population, dont l'âge moyen est de 17 ans et demi, est à peine plus âgée que la jeune Greta et partage en partie ses préoccupations et ses intérêts. Mais comment nos jeunes vont-ils s'engager pour la même lutte quand ils n'ont ni eau ni lumière?

J'ai également décidé de sortir progressivement mon pays d'un système agricole archaïque, à faible productivité et destructeur de notre patrimoine forestier.

A cet effet, nous allons promouvoir une agroforesterie qui maximise notre avantage comparatif pour certaines cultures, en privilégiant les zones de savane.

J'entends faire de la question environnementale une préoccupation omniprésente et transversale, qui touche l'ensemble de nos politiques, stratégies, programmes et projets de développement.



## **Monsieur le Président,**

Au moment où je m'adresse au monde du haut de cette tribune pour la première fois, je me dois de rappeler la relation particulière que notre Organisation entretient avec mon pays.

Tout d'abord, cette relation suscite en moi un sentiment de reconnaissance. En effet, la République Démocratique du Congo a souvent été au centre des préoccupations des Nations Unies, suite aux nombreuses crises qu'elle a traversé depuis son accession à l'indépendance.

Depuis le décès tragique du Secrétaire général Dag Hammarskjöld, en passant par les nombreux casques bleus tombés au combat, jusqu'à plus récemment l'odieux assassinat des experts onusiens Zaïda Catalan et Michael Sharp, l'Organisation des Nations Unies, plus que tout autre organisation internationale, a vécu dans sa chair les réalités que vivent des millions de mes compatriotes.

L'ONU et ses nombreuses agences ont également déployé d'importants moyens financiers pour soutenir la République Démocratique du Congo. Je tiens donc à vous réitérer la gratitude du peuple congolais qui n'oubliera jamais le soutien de notre Organisation.

Cela étant dit, je ne peux m'empêcher de regretter que l'histoire de mon pays soit si douloureusement liée à l'ONU, qui, 24 années durant, sur nos 59 années d'indépendances, y a déployé une mission de paix.

Pourquoi, malgré cette longue présence, la plupart des espoirs de paix et de développement ont été déçus ? Au-delà des choix et responsabilités internes, on ne peut pas observer le Congo ou l'Afrique en isolation du reste du monde et des intérêts des autres.

Que serait la trajectoire du Congo sans l'assassinat de Patrice Lumumba ? Que serait devenu mon pays si on l'avait laissé poursuivre son apprentissage démocratique pacifique de l'après-guerre froide, sans passer par le détour d'une guerre venue d'ailleurs ?



Et sans vouloir remonter aussi loin dans le temps, nous vivons chaque jour ces chocs d'intérêts qui expliquent le plus souvent la fragilité récurrente de la République Démocratique du Congo.

Aujourd'hui, le plus grand défi de la République Démocratique du Congo est celui de la paix, la sécurité et la stabilité. Depuis notre investiture, convaincus de l'absolue nécessité de la paix, nous nous sommes engagés sans réserve en faveur de la réalisation de cet objectif, en prenant en compte toute sa dimension régionale et internationale.

C'est dans cette perspective que j'ai proposé, en juillet dernier au 39eme sommet de la SADC tenu à Dar Es Salaam, la création d'une coalition régionale à l'image de la coalition mondiale contre le terrorisme, pour éradiquer le fléau de l'insécurité créé par les groupes armés d'origine interne et externe. A l'Est de mon pays, nos Forces de Sécurité se battent au quotidien, avec le concours de la MONUSCO, déterminés à éradiquer les forces négatives qui sèment la mort et la désolation au sein de nos populations. Certains de ces mouvements rebelles, notamment les ADF-MTN, opèrent par des actes terroristes conformes à leur appartenance à DAESH, ce qui constitue une nouvelle menace tant pour mon pays que pour la sous-région.

Comme si les conflits et l'instabilité ne suffisaient pas, ces contrées de l'Est de la RDC sont affectées depuis une année par une épidémie de la maladie à virus Ebola.

Compte tenu de la gravité de la situation, j'ai mis en place en mai dernier, une Cellule technique qui travaille sous ma supervision, composée d'Experts de renommée internationale et dirigée par notre compatriote, le Professeur Jean-Jacques Muyembe, qui est celui qui a identifié le virus d'Ebola et dont les travaux de recherche ont conduit à la découverte du MB114, une molécule thérapeutique pour le traitement de cette maladie.

La nouvelle stratégie de riposte commence à produire ses effets, notamment dans la ville de Goma qui est aujourd'hui à l'abri du virus. Même si beaucoup a été fait, l'épidémie n'est pas encore éradiquée. La stratégie sera renforcée par l'introduction de cinq nouveaux médicaments approuvés, en plus du vaccin contre la maladie à virus Ebola, qui permettront de se débarrasser complètement de ce fléau.



Je voudrais saisir cette opportunité pour saluer l'élan de solidarité qui s'est manifesté de la part de nos partenaires bi et multilatéraux, notamment l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Union Africaine, l'UNICEF, le Programme Alimentaire Mondial, la MONUSCO et bien d'autres.

S'agissant particulièrement de cette Mission onusienne, en cette période charnière de son futur en RDC. Marquée par l'exercice d'une revue stratégique, je voudrais tout d'abord réitérer les remerciements du peuple Congolais aux pays contributeurs pour les sacrifices humains et matériels consentis jusqu'à ce jour en faveur de mon pays.

Je note une convergence de vues avec le Secrétaire général quant à l'urgente nécessité de réadapter la configuration de la MONUSCO à l'évolution de la situation sur le terrain, en concentrant davantage les efforts sur les capacités d'intervention opérationnelle des forces onusiennes aux côtés des Forces armées de la RDC. En d'autres termes, la RDC a encore besoin de la MONUSCO, mais d'une MONUSCO non pléthorique, bien équipée, forte et dotée d'un mandat adapté, à l'image de la Brigade d'intervention Rapide qui avait jadis, aider à mettre en déroute le Mouvement rebelle de M23.

### **Monsieur le Président,**

A l'instar d'autres pays en développement, la République Démocratique du Congo aspire à l'émergence.

Nous sommes convaincus que notre pays, qui par sa position géo stratégique se situe au carrefour des regroupements économiques d'Afrique Centrale, d'Afrique Australe et d'Afrique de l'Est, doit jouer la carte de l'intégration africaine comme moteur du développement et vecteur de paix entre les nations. C'est pourquoi, nous avons soutenu le projet de Zone de libre échange continentale, tout en étant conscients qu'il se mettra en œuvre par étapes successives. Ce processus passe inévitablement par l'harmonisation et le désarmement des barrières douanières.



C'est dans cette vision que la RDC entend accélérer la mise en œuvre d'un programme de développement d'infrastructures à la hauteur de son immense superficie de 2,345 millions de kilomètres carrés, afin de relier le pays d'Ouest en Est et du Nord au Sud, de faciliter le transit des biens et des personnes et de libérer le potentiel agricole de nos provinces.

**Monsieur le Président,**

Aujourd'hui la RDC détient environ 70% des réserves mondiales des métaux stratégiques indispensables pour réaliser la transition énergétique et numérique qui s'impose à l'humanité.

Plutôt que d'utiliser ses réserves naturelles de minerais comme source de rente monopolistique, mon pays se propose de s'ouvrir au monde en permettant l'exploitation réglementée de son sous-sol contre un accompagnement à l'industrialisation et à la production de batteries et de composants à plus haute valeur ajoutée. Le Monde a soif de cobalt, de coltan, de lithium ; nous voulons des emplois industriels, de la formation, et du développement.

Enfin, la RDC dispose de 53 % des réserves en eaux douces de l'Afrique, et une gestion durable de ce potentiel permettra un jour d'étancher la soif d'un quart des habitants de la planète.

**Monsieur le Président,**

Nous vivons aujourd'hui une crise profonde de l'ordre international libéral. La loi du plus fort ne fera que renforcer les frustrations et les violences. A titre d'illustration, les récentes attaques contre des installations pétrolières en Arabie Saoudite font craindre le risque d'un embrasement autour du détroit d'Hormuz, qui paralyserait l'économie mondiale.

Nous avons le devoir de dénoncer toute forme de réaction violente aux problèmes politiques qui peuvent se régler dans le dialogue et la concertation.

Sommes-nous disposés à définir un nouvel ordre mondial au sein duquel l'Afrique et la RDC joueront le rôle que leur confèrent les mutations enregistrées ?



Je crois qu'une nouvelle voie est possible, sans doute la plus difficile, sans doute la plus complexe, la plus exigeante, qui nous impose de sortir des sentiers battus.

### **Monsieur le Président,**

Mon pays la République Démocratique du Congo, qui venait d'organiser pour la troisième fois des élections démocratiques et apaisées, a eu le bonheur de vivre, pour la première fois de son histoire, une alternance pacifique et démocratique, alors que bon nombre d'observateurs brossaient un tableau plutôt sombre et pessimiste de l'issue du processus électoral. Cette victoire historique est avant tout celle du peuple congolais, dont les intenses sacrifices consentis au cours de ces dernières années, ont été récompensés par l'aboutissement heureux d'un processus électoral à hauts risques. C'est aussi l'occasion de remercier la communauté internationale, notamment les pays de la SADC, le Kenya, l'Égypte et les USA, qui, sans atermoiement, ont encouragé ce pas de géant accompli par mon pays dans le processus de construction d'un état de droit.

Depuis mon investiture, je m'emploie à consolider cette avancée démocratique en garantissant l'ensemble des droits et libertés. Personne n'est harcelé pour ses opinions ; la RDC ne compte plus de prisonniers de conscience ; nul ne ressent le besoin d'émigrer pour sauver sa vie ou préserver sa sécurité du fait de ses convictions politiques ou de ses associations particulières.

S'agissant de la prise en compte du genre, même si nous ne sommes pas encore parvenus à la parité intégrale, je suis heureux de constater les progrès accomplis en RDC en la matière dans tous les secteurs. En faisant passer le taux de participation des femmes de 6 % à 18 %, le Gouvernement actuel a atteint le niveau le plus élevé de participation féminine de l'histoire de mon pays. J'ai fait de l'approche genre l'un de mes engagements politiques prioritaires.



## **Monsieur le Président,**

Au niveau de la Région, j'ai développé une intense activité diplomatique en vue de réaffirmer l'engagement continu de mon pays pour des relations de bon voisinage et en faveur d'une coexistence pacifique, dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des autres nations. Dans ce sens, nous devons, nous leaders Africains, doter notre continent d'une voix consensuelle et harmonieuse, fondée sur une politique véritablement africaine.

Qu'il me soit permis d'exprimer ma profonde préoccupation sur ce qui se passe en mer méditerranée, où plusieurs personnes, candidates à l'émigration, meurent chaque jour dans des conditions inhumaines. Les vagues de réfugiés et les images bouleversantes que nous vivons ces dernières années sur les côtes européennes doivent interpeller nos consciences de dirigeants.

Depuis le début de l'année 2015, plus de 500 milles migrants ont tenté de rejoindre l'Europe par la Méditerranée et plus de 5 mille d'entre eux ont péri durant la traversée. La gravité de ce désastre exige de nous des solutions urgentes et efficaces. Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, que nous avons adopté à Marrakech en 2018, est notre réponse à la crise migratoire. Nous avons le devoir d'élaborer, dans les meilleurs délais, des initiatives nationales ambitieuses en vue de sa mise en œuvre. Mais notre meilleure arme, c'est d'agir en faveur du développement, de l'équité et de la stabilité partout dans le monde.

Je saisis par ailleurs cette opportunité pour revendiquer du haut de cette tribune, la levée intégrale des sanctions qui touchent encore la République du Zimbabwe, et ce depuis 2002. Ces sanctions ne se justifient plus dès lors que le pays a ouvert un nouveau chapitre de son histoire et s'est montré ouvert à coopérer avec le monde. Le maintien de ces sanctions est injuste. Il entrave l'attractivité du pays aux investissements étrangers et il affecte non seulement le Zimbabwe, mais aussi l'ensemble de la région.



**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

La priorité absolue de mon action est d'offrir une perspective de dignité à nos populations, de promouvoir la création d'emploi notamment pour les jeunes et de lutter contre la précarité et l'exclusion.

Et cette assemblée qui veut réduire les inégalités et construire un monde plus inclusif, peut être le porte voix de ces laisser pour compte.  
Le défi est énorme, mais ce qui fait de nous des humains, c'est notre capacité à trouver des solutions, même les plus improbables, lorsque cela s'impose.

Je vous remercie